

Attentat de la gare Saint-Charles de Marseille : cela aurait pu être moi...



Début d'après-midi d'un dimanche ordinaire en gare Saint Charles à Marseille.

Deux jeunes filles, de 20 et 21 ans, deux cousines, se font leurs adieux. L'une d'elles, étudiante en médecine à Lyon, attend le train qui la ramènera dans la ville où elle fait ses études. Sa cousine est venue l'accompagner. Leur destin s'arrêtera là. Un Tunisien, en situation irrégulière, connu pour des faits de droit commun, en garde à vue pas plus tard que la semaine précédente, les a attaquées par derrière et poignardées à mort. *Egorger* est le terme exact que la presse répugne à utiliser. *Egorger*, ça connote, reproche lundi matin un chroniqueur de CNews à une journaliste qui commente l'affaire.

Pour la première fois – même si notre estimable ministre de

l'Intérieur se perdait encore en conjectures quand la presse étrangère titrait sans équivoque – Marseille est officiellement victime d'un attentat islamiste sur son sol.

Officiellement. Y a-t-il en effet, une différence profonde entre ce qui s'est passé dimanche dernier et le meurtre en août 2013, sans doute oublié depuis, de Jérémie Labrousse, un étudiant vosgien de 22 ans, qui se rendait à cette même gare Saint Charles chercher un ami, et mort, frappé à la gorge – lui aussi – avec un tesson de bouteille par un Marocain, Samir Dardouri ? Ou plus récemment avec ce "malade mental" qui a foncé en voiture sur deux femmes qui attendaient le bus dans les quartiers de la Croix Rouge et de la Valentine ?

Jusqu'ici en effet, Marseille n'avait pas de rapport avec le djihadisme. Ou indirectement en fournissant une aide logistique par l'apport d'argent ou d'armes.

Elle était connue pour être le haut lieu du grand et petit banditisme. La violence était une sorte de toile de fond inhérente à l'histoire de cette ville portuaire, que les Marseillais s'efforçaient d'ignorer. Personne ne s'émouvait lorsque la presse nous apprenait qu'un énième règlement de comptes s'était déroulé dans un des quartiers nord de la ville où nul étranger à ces lieux ne songerait à mettre les pieds. Tant que les loups se mangeaient entre eux, la population ne se sentait pas menacée, sinon indirectement comme possible victime collatérale. Marseille pouvait avoir l'impression de mener somme toute la vie normale d'un port comme un autre à la réputation sulfureuse injustifiée. Après tout, ne disait-on pas, au moment des émeutes de 2005, que Marseille était exempte des violences qui avaient mis la banlieue parisienne à feu et à sang ? Ne vantait-on pas le joyeux vivre-ensemble dans cette ville de tous temps, ville d'immigrés ? Marseille, n'était-ce pas Plus belle la vie ?

Une page est tournée. La nature de l'acte qui s'est déroulé dimanche ne laisse plus place au doute, maintenant qu'à

l'intention des mal-comprenants, Daesh a revendiqué l'attentat.

Pour la première fois, Marseille est, elle aussi, victime du djihadisme, meurtrie comme les autres qui l'ont précédée dans la longue liste des villes martyres. Cette fois-ci, les victimes ne sont pas, selon l'expression consacrée, des voyous défavorablement connus des services de police. Ce sont deux jeunes filles, l'une marseillaise, l'autre lyonnaise, qui pourraient être les filles, les sœurs, les cousines, les copines, les voisines, des citoyens Marseillais lambda.

C'est cela qu'exprimait, bouleversée, une jeune passagère, témoin de la scène et candidate probable au syndrome post-traumatique dont sont frappées les personnes qui échappent de peu à la mort : *cela aurait pu être moi.*

Florence Labbé